

Lettre ouverte pour dire NON aux assises de l'environnement sélectives, technocratiques et de façade qu'organisent le Ministre de l'Environnement.

Pour une consultation nationale élaborée, participative, décentralisée, et démocratique dans un état d'urgence climatique décrété par l'État.

Les organisations signataires :

Center for Alternative Research and Studies | Small Planters Association | General Workers Federation | All Employees Confederation | Syndicats des Pêcheurs | Hotel & Restaurant Employees Union | Rodrigues Government Employees Association | Rodrigues Workers Federation | Rezistans ek Alternativ

**L'Honorable Kavi Ramano,
Ministre de L'Environnement,
de la gestion des déchets solide et du changement climatique**

Lundi 16 décembre 2019

Monsieur le Ministre,

Les organisations signataires de cette lettre ne participeront pas aux assises de l'environnement qu'organise votre ministère, ce malgré l'invitation tardive faite à certaines de ces organisations. Pour rappel, la date limite pour l'inscription précisée dans votre invitation fût le 11 décembre pour celle l'ayant reçue, or la lettre n'a été reçu que le 13 décembre. De façon plus élargie cependant, la manière dont les invitations ont été faites et le manque flagrant de représentation de personne et d'organisation qui font face quotidiennement aux effets du dérèglement climatique démontrent le manque de vision, l'amateurisme et le non sérieux de cet exercice. Même si nous reconnaissons le bien-fondé d'une consultation nationale sur la question écologique et environnementale, nous considérons l'organisation de cette assise comme étant un faux départ de votre ministère qui ne traduit d'aucune manière une approche responsable face au dérèglement climatique globale et vous invitons à urgemment reconsidérer votre approche.

Les enjeux relatifs à la crise climatique portent sur l'ensemble de la société mauricienne et sont de telles natures qu'une véritable consultation nationale est essentielle. Il est navrant de constater que les intervenants des différents panels sont quasi-uniquement des représentants de l'oligarchie économique, et des technocrates de l'environnement, déjà impliqués dans le maintien d'un dangereux statu-quo basé sur la rédaction des rapports EIA, l'exploitation et la dilapidation de notre patrimoine naturel dénoncé par les défenseurs de l'environnement. Dans un contexte où la destruction des trésors vivants et l'accaparement du littoral n'a pas arrêté dans le précédent mandat, regagner la confiance des défenseurs de l'Environnement implique un acte fort de votre part pour trancher avec ce statu-quo insoutenable. Aborder de telles assises par la mise en place d'un moratoire sur les licences EIA des projets en conflits avec les trésors vivants permettrait de lancer ce signal, et pourrait peut-être permettre de regagner la confiance des activistes écologistes et l'ensemble de la population mauricienne.

Alors que nous parlons là de la plus grande crise que l'humanité vivra, ces assises n'impliquent pas l'ensemble de la société mauricienne y compris les représentants d'organisation économique et sociale les plus à risque ;

- Les artisans pêcheurs et gens de la mer qui subissent la destruction des écosystèmes et la perte de la biodiversité ;
- Les femmes qui subissent l'inondation de leurs maisons, et dont les enfants sont encore plus vulnérables ;
- Les petits planteurs qui subissent les conséquences néfastes de la monoculture de canne à sucre, la saturation des terres par les pesticides et les attaques des espèces invasives ;
- Les syndicats, comme représentants des travailleurs qui devront faire face à la nécessité de transformation des activités économique et la réorganisation de la force du travail ;
- Les représentants du corps médical qui voient apparaître des nouvelles pathologies liées au climat de plus en plus extrême ;
- Rodrigues, qui est souvent victime de sécheresse et récemment de cyclone et qui a subi les effets désastreux des maladies jusqu'ici inconnues décimant une partie importante de la production fermière de l'île ;
- Agaléga dont le niveau est d'à peine quelques mètres au-dessus de la surface de la mer et qui avec la montée des océans est d'une vulnérabilité extrême.

La gravité de la situation nécessite un processus bien plus élaboré, participatif, décentralisé et démocratique, que ces deux jours de consultation de façade. Une consultation sur la question environnementale ne peut se faire en abstraction du dérèglement climatique dont nous subissons déjà les effets et qui nécessite l'implication de plusieurs autres secteurs de la vie sociale et économique de Maurice, dont celui de l'énergie, du transport, du tourisme, de la médecine, de la mer, de l'agriculture, du logement, de l'éducation et bien d'autres encore. Des ateliers doivent être organisés à tous les niveaux; les écoles, les universités, les centres communautaires, les syndicats en impliquant les médias. Une pédagogie bien définie destinée à la population devrait être un préalable nécessaire avant toute consultation pour d'un bon niveau de compréhension avant toute consultation nationale dont l'agenda se doit d'être défini de façon participatif et démocratique. Nous sommes d'avis que des tels assises doivent se faire dans un **état d'urgence climatique** décrété par l'État.

Michel Chiffonne pour le Center for Alternative Research and Studies

Kreepaloo Sunghoon pour la Small Planters Association

Devianand Narrain pour la General Workers Federation

Rashid Imrith pour la All Workers Confederation

Judex Rampaul pour le Syndicats des Pêcheurs

Keswar Gujadhur pour la Hotel & Restaurant Employees Union

Alain Tolbize pour la Rodrigues Government Employees Association & la Rodrigues Workers Federation

Veena Dholah & David Sauvage pour Rezistans ek Alternativ

c/o Mother Courage Center
Bois Cheri Rd, Moka

Tel: Michel Chiffonne 57530042, Veena Dholah 57687735, David Sauvage 54281832
email - cares2@freeitmauritius or contact@papiyon.org